

Le pouvoir Aux travailleurs

23 SEPTEMBRE 2007

N° 136

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	<u>PAGES</u>
EDITORIAL :	
- CONTRE LA VIE CHÈRE, IL FAUT UNE MEILLEURE REPARTITION DES RICHESSES	2
- L'HYPOCRISIE DU GOUVERNEMENT FACE A LA FLAMBEE DES PRIX	3 - 4
- YAMOOUSSOUKRO EN CHANTIER PENDANT QUE LA POPULATION PEINE SOUS LE POIDS DE LA MISERE	4
- UNE RENTREE SCOLAIRE CATASTROPHIQUE POUR LES FAMILLES PAUVRES	5
- DETOURNEMENT D'ARGENT DANS LA FILIERE CACAO	5
- LA FERMETURE DES INFIRMERIES CLANDESTINES NE RESOUD PAS LES PROBLEMES DE SANTE	6
- LES MEDECINS ONT RAISON DE LUTTER	6
- ABOBO : PAR MANQUE D'INFRASTRUCTURES 5 PERSONNES TROUVENT LA MORT	7
- NOUVELLE AFRIC-INDUSTRY : UNE EXPLOITATION « EN REGLE » DANS LA ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON	8
- PALMIER A HUILE : L'EXPLOITATION DES OUVRIERS AGRICOLES ET DE LA PETITE PAYSANNERIE PAR LES GROS CAPITALISTES !	8 - 9
- SOTACI : SUCRE POUR LES ACTIONNAIRES ET PIMENT POUR LES RAVAILLEURS	9
- BATIMENT : CEUX DU BATIMENTS ONT RAISON DE NE PAS SE LAISSER FAIRE	9 - 10

**CONTRE LA VIE CHÈRE,
IL FAUT UNE MEILLEURE RÉPARTITION DES RICHESSES**

La vie est tellement devenue chère qu'il n'y a pas une seule famille d'ouvrier qui peut dire aujourd'hui qu'elle arrive à s'en sortir. C'est le calvaire au quotidien, pour tous. Le revenu de la famille n'arrive plus à satisfaire le minimum vital. Durant ces dernières vacances, dans la majorité des familles ouvrières, tout le monde a été mis à contribution, plus que les années passées : les garçons en âge de cirer les chaussures proposent leur service dans les lieux publics pour essayer d'apporter quelques pièces de monnaies à la maison; ceux pouvant tenir une machette se sont rendus au campement ou au village d'origine pour s'y livrer à des travaux champêtres, pour peu qu'ils aient trouvé les moyens de s'y rendre. Quant aux filles, elles se sont transformées en marchandes, vendant de menus objets ou des victuailles à côté de leur mère, pour gagner un peu de sous. Malgré cette contribution générale, la misère y est quand même permanente. Comme tous les ans, à cette même période de l'année, la rentrée scolaire s'annonce et avec elle, un nouveau casse tête à résoudre.

La question de savoir comment faire pour que le salaire suffise à satisfaire les besoins vitaux de la famille, se pose à tous ceux qui n'ont que leur force de travail pour assurer leur subsistance.

Et pourtant, ce ne sont pas les moyens qui manquent dans ce pays. Les richesses sont visibles. Seule la répartition est mal faite. Il faut être aveugle pour ne pas voir l'opulence dans laquelle vit une minorité d'individus pendant que la majorité croupit dans la misère !

Aujourd'hui, la vie est devenue tellement chère que même les médecins de la fonction publique sont entrés en grève, suivis dans une moindre mesure par les infirmiers. Les employés de la Sodeci ont, eux aussi, déposé un préavis de grève. Alors si tous ceux-là qui ne sont pourtant pas les plus mal lotis en sont arrivés là, c'est que la situation des salariés est devenue intenable.

Et il n'y a pas que les salariés. Des milliers de gens n'ont pas forcément un revenu salarial. Mais c'est grâce à leur contribution, aux menus services que les adultes et les adolescents rendent que l'existence quotidienne de toute une couche de gens aisés et moins aisés est facilitée dans la plupart des quartiers. Sans l'apport quotidien de toutes ces petites gens qui s'activent de façon informelle pour trois sous, la vie serait vite paralysée dans tous les quartiers. C'est une forme d'exploitation qui n'est pas forcément salariale mais qui existe en grande échelle dans notre pays aujourd'hui.

Alors, la colère est grande et elle ne se limite pas seulement à ceux qui ont la « chance » d'avoir un salaire officiel. Il est urgent que les pouvoirs publics prennent des mesures contre la flambée actuelle des prix qui frappe de plein fouet tous ceux qui font que la société tourne.

QUI SONT LES VERITABLES CRIMINELS ?

Tous ceux qui parlent aujourd'hui « d'illégalité », s'agissant de la grève des médecins, voire, traitent les médecins grévistes de « criminels », tous ces gens porte-parole du pouvoir en place ou plumitifs de la presse sont très mal placés pour parler de la sorte !

Les médecins ne sont pas les plus à plaindre dans cette société, mais eux ils exercent un métier utile à tous. Ils ont raison de ne pas se laisser faire et leur combat est un exemple pour tous, salariés ou non qui font que la société fonctionne.

Qu'ils nous disent donc, si ce n'est pas criminel d'augmenter les prix des produits de première nécessité, tel que le riz, l'huile, le sucre, ... alors que les salaires sont bloqués depuis 25 ans ! Ce qui est criminel, c'est de laisser croupir dans la misère des familles entières alors que les moyens ne manquent pas dans ce pays !

Et comment doit-on qualifier ce patron qui paye à son employé un salaire de 30.000 Fr par mois pour 14 heures de travail par jour ? Ou encore tous ces patrons qui maintiennent les travailleurs comme journaliers à vie ?

Et il y a aussi ceux qui dilapident l'argent de l'Etat dans la construction d'un palais pour les députés, pour 100 milliards et encore 100 milliards autres, pour un palais présidentiel ; Et ce ne sont là que quelques exemples dont la presse en fait en ce moment l'écho ! Comment doit-on qualifier les auteurs de telles gaspillages, pendant que les hôpitaux, les routes, les dispensaires, les écoles, les canalisations des eaux usées, sont à l'abandon et manquent cruellement dans ce pays !

Non, l'illégalité n'est pas dans le camp de ceux qui se mettent en grève pour défendre leurs intérêts face à l'injustice qu'ils subissent. L'illégalité est dans les camps des patrons qui affament les travailleurs et qui s'enrichissent sur leur dos !

Oui, il est temps que ceux qui travaillent puissent vivre de leur travail ! Mais il n'y aura pas de messie ni de sauveur quelconque pour venir régler ce problème ! La solution est entre les mains des exploités eux-mêmes. Ils n'obtiendront rien sans s'engager dans la lutte.

L'HYPOCRISIE DU GOUVERNEMENT FACE A LA FLAMBEE DES PRIX

Le coût de la vie a considérablement augmenté ces derniers temps à tel enseigne que mêmes les médias d'Etat ne peuvent plus passer sous silence la grogne des populations. Le prix des produits de grande consommation ont connu une augmentation : le sac de riz de 50 kg est passé de 12.000 à 14.000 francs ; le kilogramme du sucre roux est passé de 500 à 600 francs ; le litre d'huile de 650 à 800, voire 850 francs dans certains quartiers. Il va pareillement pour le savon et tout le reste.

La presse d'Etat Fraternité Matin, pour justifier ces augmentations, évoque cet exemple, s'agissant du prix de l'huile et des produits dérivés : « la tonne d'huile de palme sur le marché international est passée d'environ 200.000 francs début 2006 à environ 400.000 francs à la fin de mai 2007 ». Ce journal ne dit pas, par contre, à combien les trusts de l'huile de palme paient-ils la tonne de graines de palmes aux petits producteurs ; à combien paient-ils leurs ouvriers ?

Bien évidemment, de ce côté-là rien n'a changé !

Mais que fait le gouvernement pour freiner cela ?

Il a pris des mesures qu'il sait insuffisantes pour faire baisser la tension. La TVA de 18 % ne sera parait-il pas appliquée sur ces produits pendant quelque temps. Mais les grossistes vont-ils répercuter ce pourcentage en baissant les tarifs de vente aux consommateurs ?

Et pourtant si le gouvernement voulait réellement faire quelque chose,

il pourrait baisser les énormes taxes qu'il perçoit dans chaque litre de carburant vendu dans ce pays. Cela aurait une répercussion sensible et générale sur tous les produits. Mais il n'en fait rien, parce qu'il choisit de financer ses gros chantiers de Yamoussoukro. Il préfère pressurer la population plutôt que de mettre fin à ces investissements de prestige qui n'apportent aucun mieux être à la majorité. Une partie de cet argent va dans la poche des dignitaires par le biais des détournements. Une situation contre laquelle il est impératif de mettre un grand coup d'arrêt.

YAMOOUSSOUKRO EN CHANTIER PENDANT QUE LA POPULATION PEINE SOUS LE POIDS DE LA MISERE

Yamoussoukro est depuis près de 4 ans, une ville en chantier avec des constructions pharaoniques qui engloutissent des milliards de francs Cfa.

Dans le cadre du transfert de la capitale politique à Yamoussoukro, Gbagbo a entrepris de construire des palais de toutes sortes pour les différentes institutions. Le premier à sortir de terre fut l'Hôtel des députés qui a coûté la bagatelle de 22 milliards de cfa. Et depuis, d'autres grands chantiers ne font que suivre. Aujourd'hui c'est le palais de l'Assemblée nationale qui est en construction. Et cette autre bâtisse coûtera au bas mot 100 milliards selon la presse. D'après l'architecte, ce sera le plus grand palais des Assemblées nationales d'Afrique avec une salle de conférence de 1500 places, une rotonde de 500 places et des pléiades de bureaux connexes. Ensuite, Gbagbo envisage de construire un sénat à 100 milliards, un palais présidentiel à plus de 100 milliards,

des hôtels comme celui des députés ainsi que des autoroutes inter quartiers.

Pourquoi tout ce gâchis pour des constructions aussi inutiles que la basilique dont Gbagbo avait lui-même critiqué la construction en son temps ? Quelle est l'utilité de ces constructions au moment où la grande majorité de la population ne peut même plus se nourrir convenablement ? Lorsque les travailleurs revendiquent un petit mieux être, les dirigeants de ce pays leur répondent : « nous sommes en crise, les caisses sont vides » !

Pendant que des milliards sont gaspillés, les routes, les écoles, les centres de santé sont dans un délabrement le plus total !

Ces exemples montrent que Gbagbo et son gouvernement se moquent des populations pauvres ; ils se moquent de leurs souffrances. Sinon, l'argent il y en a !

L E U R S O C I E T E

UNE RENTREE SCOLAIRE CATASTROPHIQUE POUR LES FAMILLES PAUVRES

Cette année, le ministre de l'éducation nationale a fixé le début de la rentrée scolaire pour le 17 septembre. A la demande de report émanant des parents d'élèves qui estimaient que cette date ne pouvait pas permettre à tous les élèves de répondre présent, le ministre est resté intraitable et leur a répondu avec toute son arrogance qu'une rentrée scolaire, ça se prépare deux mois avant ! Cette rentrée, comme tous les ans, se fera donc sans les enfants des plus pauvres.

Les travailleurs vivent dans une situation économique de plus en plus catastrophique. Avec leurs salaires de misère ils doivent assurer les loyers, le transport, les soins, la nourriture et la scolarité des enfants, etc. Autant dire que ce n'est pas possible ! Les petits paysans, dont la principale source de revenu provient de la vente des

produits de rentes, voient leurs enfants exclus de cette rentrée. Par exemple, les petits producteurs de cacao n'ont pas encore vendu leur production. Nombreux villageois ont pour ainsi dire même boudé l'inscription des enfants au CP1, faute de moyens.

Dans leurs propagandes, les dirigeants au pouvoir parlent pourtant d'école gratuite ! C'est évidemment un gros mensonge. D'ailleurs, les écoles publiques existantes sont en délabrement avancé, sous prétexte que l'Etat n'a plus d'argent. Ce qui n'a pourtant pas empêché le gouvernement de débloquer, par exemple, la somme de 2 milliards de francs pour réhabiliter le lycée français Blaise Pascal, où sont scolarisés les enfants des riches. Au-delà de leurs discours, on voit bien où va leur priorité.

DETournement D'ARGENT DANS LA FILIERE CACAO

Dans le courant de l'année 2003, une des structures qui a en main la gestion de la filière Café cacao, le FRC (Fonds de régulation et de contrôle), avait soi-disant acquis une usine de chocolat aux Etats-Unis d'Amérique. L'opération s'était passée avec l'accord de la Présidence et même l'engagement personnel de Gbagbo.

On se rappelle que beaucoup de publicité avait été faite autour de cet achat. Aujourd'hui trois ans après, on se rend compte que toute cette opération n'a en fait servi que de couverture pour des opérations peu avouables. Pas un seul gramme de

chocolat n'est sorti de cette usine. Pourtant, la somme de 100 milliards de francs aurait été décaissée par le FRC pour le compte de cette usine. Mais tout cet argent a été détourné et n'est jamais arrivé à destination.

On ne sait quels sont les niveaux d'implication dans cette histoire de détournement de fonds. Ce que l'on sait, c'est qu'un certain Jean Claude Amon, un conseiller technique à la Présidence, a été nommé à la direction de cette usine, avec un salaire mensuel de 150 millions de francs CFA.

L E U R S O C I E T E

LA FERMETURE DES INFIRMERIES CLANDESTINES NE RESOUD PAS LES PROBLEMES DE SANTE

Le ministère de la santé a procédé à la fermeture de 15 infirmeries dans la ville de Divo. Ces infirmeries, d'après le responsable départemental de la santé ne répondaient pas aux normes.

Cette opération n'est que de la poudre aux yeux et est la preuve que le ministre et le gouvernement auquel il appartient ne veulent rien faire pour la population. Certes les tenants de ces infirmeries sont loin d'avoir la qualification requise et l'hygiène dans ces lieux est loin d'être satisfaisant. Mais pour que la population se soigne mieux, il ne s'agit pas de fermer quelques infirmeries dans une petite

ville comme Divo. Il s'agit plutôt de faire en sorte que les raisons qui poussent les gens vers ces lieux disparaissent. Par exemple construire plus de centres de santé publics et y donner les soins gratuits aurait plus d'efficacité, car c'est les insuffisances des structures de santé et la cherté des soins dans les hôpitaux qui sont à la base de la prolifération de ces infirmeries. Mais cela est loin des préoccupations du gouvernement et son attitude autoritaire à l'égard de la récente grève des médecins et des infirmiers est bien la preuve que la santé publique est le cadet de ses soucis.

LES MEDECINS ONT RAISON DE LUTTER

Les médecins ont entamé une grève le 2 septembre dernier. Ils revendiquent de meilleurs traitements salariaux.

Cette grève fait suite à une décision de justice de mettre à la tête de leur syndicat un administrateur provisoire. Une fois le mouvement déclenché, les revendications de meilleurs traitements salariaux sont venues tout naturellement sur le tapis. Pendant les dix jours que le mouvement a été ascendant, il a été largement suivi par l'ensemble des médecins du public malgré le lynchage des médias de toutes les tendances politiques et la pression du gouvernement. Ils ont mis sur le dos des médecins, les morts de leur période de grève. Or ce n'est un secret pour personne qu'en période même normale, les hôpitaux publics sont des

mouroirs. Il y manque tout. Faute de moyens, des malades y meurent pour des traitements les plus bénins.

Le gouvernement et les médias hypocrites à leur service se gardent bien de parler de cette situation. Le plus criminel dans cette histoire c'est bien le gouvernement qui non seulement paie de bas salaires aux agents de la santé, mais laisse aussi les hôpitaux tomber en ruine.

En plus, si les cadres de la santé qui ne sont pas les plus mal lotis sur l'échelle des salaires font la grève pour le rehaussement de leur revenu, le problème se pose beaucoup plus crûment pour les ouvriers et les populations pauvres en général. Alors, oui, les médecins montrent le chemin de la lutte qui seule peut apporter une amélioration aux conditions de vie des travailleurs.

L E U R S O C I E T E

ABOBO : PAR MANQUE D'INFRASTRUCTURES 5 PERSONNES TROUVENT LA MORT

Le 9 août, dans le sous quartier d'Abobo appelé Bocabo ou communément « derrière les rails », 5 personnes ont trouvé la mort de manière dramatique dans une fosse septique qu'ils tentaient de vider.

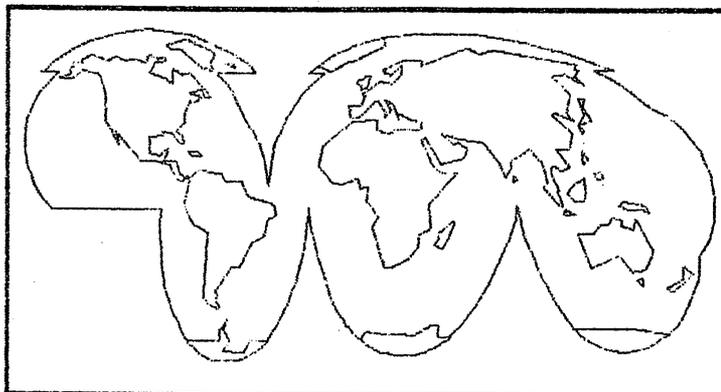
Mais qu'est-ce qui a pu provoquer ce drame ? Fondamentalement le manque d'infrastructures dans les quartiers précaires. Manque de voie d'accès au quartier, manque de canalisation, manque de maisons construites en dur ou dans les normes. Dans ces quartiers précaires quand ce ne sont pas des éboulements de terrain qui tuent, ou des incendies qui ravages des baraques, des inondations qui emportent des enfants et même des grandes personnes, ce sont des puits perdus qui engloutissent des hommes comme dans ce cas. Dans ces quartiers à l'allure de bidonville, par manque de canalisation, les propriétaires sont obligés de creuser des trous de 3 mètres de profondeur en plein milieu de la cour exposant la

vie des habitants à des accidents mortels en cas d'écroulement. C'est dans ce genre de trou que cinq personnes sont mortes noyées, les uns en tentant d'y effectuer des opérations, les autres en essayant de leur venir au secours.

Il est à rappeler aussi que les sapeurs pompiers qui ont été sollicités aux environs de 11 heures ne se présenteront qu'à 16 heures sous prétexte qu'il n'y a pas d'accès facile au quartier. Ce qui en partie n'est pas faux même si cela ne les excuse pas. A leur arrivée, les habitants du quartier avaient déjà fait sortir tous les corps du trou.

Ces gens ont trouvé la mort dans des conditions dramatiques. Ces morts sont à mettre sur le compte des riches et des tenants du pouvoir qui maintiennent la population pauvre dans une situation inacceptable et qui ne veulent consentir aucun effort à viabiliser les terrains, à construire des maisons décentes dignes de ce nom, à réparer des voies d'accès aux quartiers.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

NOUVELLE AFRIC-INDUSTRY : UNE EXPLOITATION « EN REGLE » DANS LA ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON

Cette usine de plastique où nous travaillons est située dans la Zone Industrielle de Yopougon. L'exploitation que nous subissons y est féroce, alors que les salaires sont des plus bas. Nous ne bénéficions ni de retraite, ni de congés payés. Chacun de nous peut être mis à la porte du jour au lendemain, sans « droit » ni aucun recours légal.

En effet, avant qu'un ouvrier ne prenne fonction, le patron l'oblige à signer un contrat portant la mention : « Contrat à durée indéterminée ». Mais à y regarder de plus près, le patron a pris toutes ses précautions en sa faveur. Dans ce papier, il est indiqué qu'il peut mettre fin au contrat du jour au lendemain sans préavis et sans que l'ouvrier ne puisse revendiquer quoi que ce soit. Il est clairement notifié que les 2.500 Fr nets qu'il paie à l'ouvrier ne constituent pas seulement son salaire. Mais y sont aussi compris les congés payés, les primes de précarité, la gratification, etc. De sorte que légalement l'ouvrier ne peut prétendre à aucune indemnité au moment où il est mis à la porte. Les 2.500 Fr

journaliers constituant en même temps le compte de tout solde !

Ainsi, pour peu qu'il manque de la matière première ou qu'une machine tombe en panne, le patron est en droit de dire à un ouvrier d'aller se reposer. A l'inverse, quand le volume de travail est important, le patron recrute des journaliers à 1.500 Fr la journée. Ceux-là attendent par dizaines chaque matin devant les grilles de l'usine.

Finalement, nous sommes tous des journaliers en sursis dans cette usine. Bien sûr, chacun cherche à quitter cette galère. Mais les temps sont durs et la situation est presque la même dans toutes les usines de la zone, comme si les patrons s'étaient entendus entre eux.

Nous autres ouvriers, nous aussi, c'est ensemble qu'il faudra réfléchir à notre problème commun, qui est la défense de nos intérêts en tant qu'ouvriers. Pour cela, il nous manque une organisation. Ce ne sera certainement pas une mince affaire de la mettre en place. Mais c'est une idée qui fait son chemin dans la tête de quelques uns parmi nous.

PALMIER A HUILE : L'EXPLOITATION DES OUVRIERS AGRICOLES ET DE LA PETITE PAYSANNERIE PAR LES GROS CAPITALISTES !

La commercialisation de l'huile de palme rapporte actuellement une manne financière sans précédent aux usines d'extraction d'huile et aux exportateurs, qui sont généralement d'ailleurs les mêmes.

Aujourd'hui, le petit paysan vend

ses graines de palme à la société Palm-ci au prix de 35.000 Fr la tonne, pendant que celle-ci commercialise l'huile qu'elle extrait des graines à 400.000 fr la tonne sur le marché mondial. Un prix constamment en hausse, depuis quelques temps.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Leur case est faite de banco ; leur nourriture pauvre ; leur santé précaire. Les moyens leur manquent pour scolariser leurs enfants. Beaucoup de familles ne s'en sortent qu'en faisant travailler les enfants dans les plantations.

Les ouvriers agricoles qui travaillent chez Palm-ci, dans ses usines, comme dans ses plantations, vivent tout aussi misérablement que le petit paysan, avec un revenu variant entre 500 Fr et 1.000 Fr par jour.

Mais alors, qu'est-ce qui empêche le gouvernement de fixer le prix de la tonne de graines à un prix

acceptable pour le petit paysan et un meilleur salaire pour les ouvriers agricoles, puisque la commercialisation de l'huile sur le marché mondial rapporte beaucoup d'argent aux gros capitalistes ? Eh bien, la réponse est la même que pour les capitalistes installés dans la Zone Industrielle de Yopougon. Ils sont là pour amasser de l'argent et non pour améliorer d'aucune façon la vie de ceux dont ils tirent leurs profits.

Quant aux dirigeants qui se succèdent au pouvoir dans ce pays, ils servent un camp, le camp des riches et des exploités dont ils font souvent partie intégrante.

SOTACI :

SUCRE POUR LES ACTIONNAIRES ET PIMENT POUR LES TRAVAILLEURS.

SOTACI est une entreprise qui opère dans le domaine de la métallurgie. Dans cette branche elle est le N° 1 dans l'Afrique de l'Ouest. Son chiffre d'affaire pour l'année écoulée s'élèverait à 54,8 milliards avec plus de 3 milliards de bénéfice. On voit très bien que les affaires vont bien pour elle.

Cependant la rentabilité de cette société ne se répercute pas sur les travailleurs qui sont à la base de tout ce profit. D'un côté, pour les gros actionnaires ce sont des milliards, et de l'autre, pour les travailleurs, ce sont de salaires de misère. Ce sont les deux faces de la même réalité de ce système barbare qu'est le capitalisme.

BATIMENT :

CEUX DU BATIMENTS ONT RAISON DE NE PAS SE LAISSER FAIRE

Depuis un certain temps les travailleurs de quelques entreprises s'organisent pour revendiquer de meilleures conditions de travail et de rémunération.

Le secteur du bâtiment est le secteur le plus éprouvé par la crise que traverse le pays. Il fut le premier à être frappé par le chômage, aussitôt

après le coup d'Etat de 99. Ensuite vint la crise armée du 19 septembre 2002, qui a compliqué encore plus la situation. Même les grandes entreprises comme la SONITRA ; FRANZETI ; CETAO ; CMI etc.. ont toutes diminué leurs personnels ou fermé carrément comme l'a fait la CETAO et CMI, jetant sur le carreau des milliers de travailleurs.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Pendant ces années de crise, la majorité des travailleurs du bâtiment ne font que « tirer le diable par la queue ». Pour subvenir aux besoins de leurs familles, ils font des bricoles par-ci par-là. Il faut ajouter à cela le fait que les patrons des entreprises qui ont continué de fonctionner, ont profité de la situation pour réduire au maximum le salaire déjà insignifiant. Mais les travailleurs, de peur de perdre leur boulot, ont depuis longtemps accepté de travailler dans ces conditions. Avec les augmentations des prix des denrées qui ont pris une ligne vertigineuse, où personne n'en peut plus, il fallait se réveiller. Et les travailleurs, chacun dans son chantier ont commencé par s'organiser pour revendiquer des augmentations de salaire ou pour mieux dire, des réajustements de salaire.

C'est ainsi qu'une petite vague de mouvements a commencé chez les travailleurs de Codef Plateau, l'entreprise qui a en charge la construction de la nouvelle Orca Déco. Ils ont manifesté leur colère en mai dernier et obtenu un réajustement de salaire de 500 F pour toutes les catégories. Le salaire des manœuvres a été porté de 2000 à 2500 F et celui des ouvriers qualifiés de 3500 à 4000 F. Ils ont eu aussi droit à des outils de sécurité sur leur chantier.

Aujourd'hui ce sont les travailleurs de Franzéti de la construction du château d'eau de Cocody Angré qui ont revendiqué à leur tour les mêmes conditions. Pour le moment ils n'ont pas eu gain de cause. Leur patron n'a cédé que sur les mesures de sécurité. Quant à l'augmentation et le paiement des heures supplémentaires, il refuse de donner satisfaction.

Ce réveil est timide et marqué par des revendications à caractère catégoriel ou corporatiste. Les luttes quand elles existent demeurent isolées les unes par rapport aux autres. Elles ont cependant le mérite d'exister et d'encourager ceux qui savent qu'il n'y a pas d'autre solution que celle-là pour obtenir quelque chose.

Mais si les travailleurs veulent un minimum de changement notable, il est indispensable qu'ils prennent contact non seulement avec les travailleurs des autres chantiers liés à leur entreprise mais cherchent à étendre le mouvement aux travailleurs des chantiers des autres entreprises proches. C'est seulement ensemble qu'ils peuvent faire fléchir leurs employeurs qui eux, agissent souvent de façon concertée contre les travailleurs.

TEMOIGNAGE D'UN JEUNE

J'ai un BTS en poche et je suis au chômage. En attendant de trouver quelque chose, je me débrouillais avec une cabine téléphonique comme tant d'autres comme moi dans mon quartier à Abidjan. Mais les cabines sont devenues tellement nombreuses que je n'arrivais plus à gagner 10.000 Fr

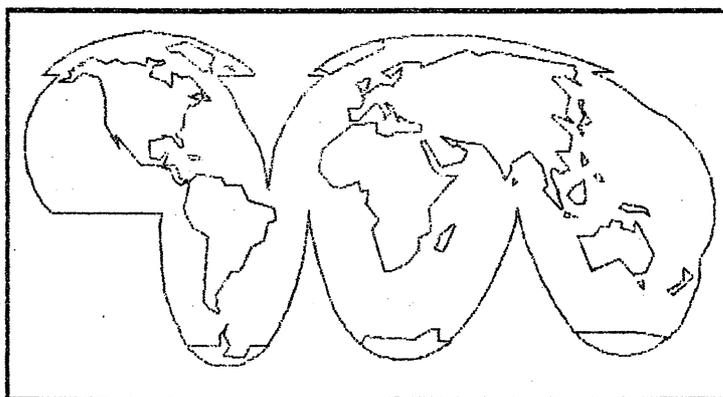
dans le mois. Finalement, grâce à un ami, j'ai trouvé un « ciber café » qui m'emploie. Mon travail consiste à gérer ce ciber qui a une quinzaine d'ordinateurs, un téléphone international et une photocopieuse. Le travail commence à 8 heures et se termine non-stop jusqu'à 21h30, voire

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

22 heures. Je travaille 6 jours par semaine, avec pour seul jour de repos le samedi. Mon salaire est de 30.000 Fr par mois. Pour qui connaît le coût du transport et la cherté de la vie à Abidjan, on ne peut pas parler de salaire. Et pourtant, la recette journalière varie entre 20 et 30.000 Fr. Le patron m'avait promis qu'au bout du premier mois, considéré comme un mois d'essai, mon salaire passerait à 50.000 Fr. C'est le salaire moyen d'un

gérant de ciber café à Abidjan. Ne me demandez pas si nous avons un bulletin de paie, un numéro de la CNPS, des congés payés, etc. Il n'y a rien ! D'ailleurs, au bout d'un mois, le patron m'a informé qu'il passait mon salaire à... 25.000 Fr ! Certains patrons abusent de notre dispersion actuelle et du manque de concertation entre nous. Mais c'est précisément leur arrogance et leurs abus qui finiront par nous pousser à l'entente.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.